

Treize maires, dont Nicolas Florian, interpellent le gouvernement « pour un accueil digne des réfugiés »

Ils demandent à être reçus par les ministres de l'Intérieur et du Logement pour « la mise à l'abri inconditionnelle des personnes présentes sur notre territoire ».

Par [Walid Salem](#) publié le 24/04/2019 à 19h00

-

Face aux « conditions indignes » dans lesquelles vivent des réfugiés et des demandeurs d'asile en France, treize maires de grandes villes et de bords politiques variés, ont écrit une lettre aux ministres de l'Intérieur et du Logement.

« Nous ne pouvons accepter plus longtemps cette situation indigne de nos valeurs et de la tradition humaniste de notre pays », écrivent Nicolas Florian (maire de Bordeaux), Anne Hidalgo (Paris), Martine Aubry (Lille), Eric Piolle (Grenoble), Jean-Luc Moudenc (Toulouse), Roland Ries (Strasbourg), Johanna Rolland (Nantes), François Baroin (Troyes), Nathalie Appéré (Rennes), Damien Carême (Grande-Synthe), Laurent Russier (Saint-Denis), Dominique Gros (Metz) et Meriem Derkaoui (Aubervilliers).

Les villes se retrouvent régulièrement confrontées à des situations difficiles pour l'hébergement d'urgence. Or celui-ci, comme la politique de l'asile, relèvent des compétences de l'Etat.

« Malgré les dispositifs mis en place par l'Etat et les efforts réalisés en matière de création de places d'hébergement, les besoins restent largement supérieurs à l'offre », ajoutent les édiles.

1000 à 2000 places nécessaires à Bordeaux

Selon Florent Guegen, directeur de la Fédération des acteurs de la solidarité (FNARS) qui réunit 870 associations et organismes de lutte contre l'exclusion, [cité par Libération](#), il faudrait « ouvrir 40 000 places d'ici la fin du quinquennat » pour parvenir à loger tout le monde correctement.

Pour Thierry Taveaux du Collectif solidarité réfugiés 33, [la métropole bordelaise a des besoins conséquents](#) :

« Si on se réfère au calcul de Médecins du Monde qui recense 1000 personnes sur les dix squats les plus importants de la métropole, on peut facilement estimer entre 1000 et 2000 le nombre de places nécessaires. »

Suffira-t-il d'une lettre pour résorber ces besoins ? Alexandra Siarri, 2^e adjointe au maire de Bordeaux chargée de la cohésion sociale et territoriale répond :

« Nous exerçons une pression continue depuis des années avec ces tribunes et autres communiqués. Ce qui garantit que les moyens puissent continuer à augmenter. Il faut espérer que nous trouvions de nouvelles façons d'accueillir. La vigilance des maires et leurs engagements publics évitent le pire et permet à l'accueil inconditionnel de le rester. »

Au-delà de cet accueil, les treize élus soulignent par ailleurs la nécessité de garantir « un maintien de la tranquillité publique dans des quartiers très éprouvés par la permanence de situations humaines et sociales particulièrement complexes ». Un argument de plus bon à prendre.